



CARDH

Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme

Droits sociaux et économiques

Dégradation accélérée des conditions de vie dans le contexte post assassinat du président haïtien Jovenel Moïse



© Le Nouvelliste



©Unicef

9 mars 2022

Centre d'analyse et de recherche en droits
de l'homme (CARDH)

3, Rue Charlevoix, Bourdon

Port-au-Prince, Haïti

(509) 28 11 79 44/36 10 69 09

info_cardh@yahoo.com

www.cardh.org



CARDH

Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme

Droits sociaux et économiques

Dégradation accélérée des conditions de vie dans le contexte post
assassinat du président haïtien Jovenel Moïse

CARDH

Centre d'analyse et de recherche
en droits de l'homme

3, Rue Charlevoix, Bourdon, Port-au-Prince, Haïti

(509) 28 11 79 44/36 10 69 09

info_cardh@yahoo.com

© 9 mars 2022



Table des matières

SIGLES.....	4
I. INTRODUCTION	5
II. HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS.....	6
III. IMPACTS DU TREMBLEMENT DE TERRE DU 14 AOUT 2021	7
1. BILAN HUMAIN ET MATÉRIEL	7
2. CONSÉQUENCES ET BESOINS	7
3. PLUS DE SIX MOIS APRES, LA RHETORIQUE « PROMESSES » : 600 MILLIONS DE DOLLARS AMERICAINS PROMIS SUR UN BESOIN DE 2 MILLIARDS.....	8
IV. INSECURITE ALIMENTAIRE CHRONIQUE EN PROGRESSION	10
V. CRISE DU CARBURANT DE 2021.....	11
VI. PIC DE L'INFLATION.....	12
VII. RETRAIT DE LA SUBVENTION DES PRODUITS PETROLIERS : CONSEQUENCES	13
4. CONSÉQUENCES DE LA SUBVENTION.....	13
5. CONSÉQUENCES DU RETRAIT DE LA SUBVENTION SUR LA POPULATION	14
VIII. INSUFFISANCE DE L'AJUSTEMENT DU SALAIRE MINIMUM.....	15
6. CADRE LÉGAL : LOI DU 10 SEPTEMBRE 2009	15
7. AJUSTEMENT DE JUILLET 2019	15
7.1. Segment A : augmentation de 10% (550 gourdes contre 500 gourdes en 2018).....	15
7. 2. Segment B : augmentation de 10.0% (440 gourdes contre 400 gourdes en 2018).....	15
7.3. Segment C, une augmentation de 28.3% : 385 gourdes contre 300 gourdes en 2018.....	15
7.4. Segment E : une augmentation de 16.3% (250 gourdes contre 215 gourdes en 2018)	16
7.5. Segment F : une augmentation de 19% (500 gourdes contre 420 gourdes en 2018)	16
7.6. Segment G : une augmentation de 10 % (440 gourdes contre 400 gourdes en 2018)	16
7.7. Segment H : une augmentation de + 10% (440.....	16
8. AJUSTEMENT DU 20 FÉVRIER 2022.....	16
8.1. Segment A : augmentation de 18, 46% (770 gourdes contre 500 gourdes en 2019).....	16
8.2. Segment B, une augmentation de 11,8 % (615 gourdes contre 440 gourdes en 2019).....	17
8.3. Segment C, une augmentation de 8% (540 gourdes contre 385 gourdes en 2019)	17
8.4. Segment E, une augmentation de 7, 69% (350 gourdes contre 250	17
8.5. Segment F, une augmentation de 9.6% (685.....	17
8.6. Segment G, augmentation de 11, 8% (615 gourdes contre 440 gourdes en 2019).....	17
8.7. Segment H, augmentation 11, 8% (615.....	17
IX. IMPACTS DU KIDNAPPING	18
X. NEGATION DU DROIT A L'EDUCATION A MARTISSANT, AU CENTRE-VILLE ET A CITE SOLEIL	18
XI. REFOULEMENT MASSIF DES HAÏTIENS DE L'ETRANGER	19
XII. CONCLUSION.....	21



REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	24
2. BANQUE MONDIALE.....	24



Sigles

BRH	: Banque de la république d'Haïti
CARDH	: Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme
CSS	: Conseil supérieur des salaires
DPC	: Direction de la protection civile
IDH	: Indice de développement humain
ONU	: Organisation des Nations unies
ONG	: Organisation non gouvernementale
PIB	: Produit intérieur brut
PDNA	: Post-Disaster Needs Assessment
IGPC	: Indice général des prix à la consommation
IHSI	: Institut haïtien de statistique et d'informatique
UNICEF	: Fonds des Nations unies pour l'enfance

I. Introduction

1. Le 25 octobre 2021, le Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme (CARDH) avait publié un rapport sous le titre : « La population se meurt !!! La société civile et politique se bat pour le pouvoir post Jovenel Moïse et le gouvernement s'y accroche ».
2. L'idée était d'attirer l'attention des autorités, de la coopération internationale et de la société sur la dégradation accélérée des conditions de vie en Haïti dans un contexte où les protagonistes s'adonnaient à une lutte pour le pouvoir, reléguant la population aux oubliettes.
3. Cette préoccupante réalité s'accroît dans un contexte où Haïti est considéré comme le pays le plus pauvre de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. En 2020, le produit intérieur brut (PIB) par habitant était de 2. 925 dollars américains et moins d'un cinquième de la moyenne des autres pays qui était de 15. 092 dollars américains. L'indice de développement humain (IDH) pour cette période, avait classé Haïti au 170ème rang sur 189 pays¹.
4. Le kidnapping est aujourd'hui le premier problème que confronte la population mais la dégradation accélérée de ses conditions de vie est aussi un fléau qui la frappe de plein fouet. Une petite marmite de riz, couramment appelée « doum », se vend à 125 gourdes contre 70 gourdes en juillet 2021 (voir le tableau des prix à la page 6). De plus, les prix varient d'un endroit à un autre (Nippes, Sud, Grand 'Anse...).
5. Ce rapport veut mettre sur le devant de la scène le quotidien criant de la population notamment les plus vulnérables, une violation des obligations de l'État haïtien en matière de droits humains : respecter ; protéger ; mettre en œuvre.

¹Banque mondiale : « Haïti est un pays extrêmement vulnérable aux catastrophes naturelles, auxquelles sont exposés plus de 90 % de sa population. En 2016, le sud de l'île a été ravagé par l'ouragan Matthew, la catastrophe la plus dévastatrice depuis le séisme de 2010. », 8 novembre 2021.

[Haïti Présentation \(banquemondiale.org\)](http://banquemondiale.org)



II. Hausse des prix des produits

6. Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse le 7 juillet, les prix des produits de consommation, considérablement augmenté d'en moyenne, compliquent davantage la situation socioéconomique précaire des couches les plus vulnérables. Le Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme (CARDH) a dépêché des enquêteurs sur le terrain (Ouest) et un échantillon de prix est présenté dans le tableau ci-dessous.

	Produits	Prix (juillet 2021)	Prix (octobre 2021) ²	Prix (mars 2022)
1	Maïs (petite marmite « doum »)	70 gourdes	90 gourdes	125 gourdes
2	Spaghetti (sachet)	35 gourdes	65 gourdes	75 gourdes
3	Pois (petite marmite)	100 gourdes	115 gourdes	150 gourdes
4	Riz (petite marmite « doum »)	65 gourdes	75 gourdes	100 gourdes
5	Huile (Plus petite unité « glòs »)	30 gourdes	40 gourdes	50 gourdes
6	Lait (petite boîte)	30 gourdes	55 gourdes	50 gourdes
7	Œuf (paquet de trois)	35 gourdes	45 gourdes	60 gourdes
8	Farine (petite marmite « doum »)	40 gourdes	60 gourdes	75 gourdes
9	Sucre (petite marmite « doum »)	70 gourdes	90 gourdes	120 gourdes

Tableau indicateur des prix de produits de consommation

	Produits	Prix (juillet 2021)	Prix (octobre 2021) ³	Prix (mars 2022)
1	Morceau de savon	25 gourdes	35 gourdes	45 gourdes
2	Fabe ⁴ (Petite marmite « doum »)	50 gourdes	65 gourdes	80 gourdes
3	Savon liquide	45	60 gourdes	75

Tableau indicateur des prix de produits de la lessive

7. Les prix augmentent quasiment chaque semaine et varient d'un endroit à un autre. Dans les autres départements, dont Petit-Goâve, Miragoâne, les Nippes, le Sud et la Grand 'Anse, les prix sont plus élevés. Les coûts de transports ont considérablement augmenté (bateau/ transport...).

² A cause de la rareté du carburant où le prix du gallon de la gazoline était passé à plus de 1500 gourdes sur le marché noir, les prix des produits ont été considérablement augmentés.

³ A cause de la rareté du carburant où le prix du gallon de la gazoline était passé à plus de 1500 gourdes sur le marché noir, les prix des produits ont été considérablement augmentés.

⁴ Marque Lava



III. Impacts du tremblement de terre du 14 août 2021

8. Le 14 août 2021, vers 8h 29 du matin, les départements du Sud, des Nippes et de la Grand 'Anse ont été frappés par un tremblement de terre de magnitude 7.2 sur l'échelle de Richter. Ce séisme a eu lieu à 13 kilomètres au Sud- Sud-Est de Petit-Trou-de-Nippes et à 10 kilomètres de profondeur. Au moins 500 répliques ont suivi⁵. Les conséquences humaines et matérielles ainsi que les impacts sur les conditions de vie de la population sont considérables.

1. Bilan humain et matériel

9. Le tremblement de terre a causé : 2. 246 décès (dont 1.832 dans le Sud, 137 dans les Nippes, 218 dans la Grand 'Anse et 2 dans le Nord-Ouest) ; 12.763 blessés (au moins 9.158 dans le Sud, 1. 652 dans la Grand 'Anse et 1.458 dans les Nippes) ; 320 disparus ; 52. 953 maisons détruites ; 77. 006 autres endommagées⁶.
10. Le président américain, Joe Biden, a nommé, le même jour, l'administratrice de l'USAID, Madame Samantha Power, coordonnatrice de l'aide américaine pour Haïti. Le Canada, le Venezuela, la République dominicaine... ont exprimé leur solidarité à Haïti et y ont promis leur soutien.

2. Conséquences et besoins

11. La population du Sud, des Nippes et de la Grand 'Anse était déjà dans une grande précarité socio-économique avec particulièrement le blocus causé par la guerre des trois gangs de Martissant depuis le 1^{er} juin 2021 : Gran-Ravin ; Ti Bwa ; Village-de-Dieu.
12. Selon la Direction de la protection civile (DPC), ce séisme a un impact direct sur plus de 190. 000 personnes. Pour répondre aux besoins humanitaires, l'estimation était de 122,2 millions de dollars américains pour 1,6 millions de personnes dont 800 000 enfants, selon l'UNICEF.
13. « Avant le tremblement de terre, les enfants souffraient d'un taux élevé de malnutrition, de déplacements causés par la violence liée aux gangs et des impacts secondaires de COVID-19. Mais en ce moment, les besoins humanitaires des enfants haïtiens sont plus aigus que jamais car des familles entières ont tout perdu, y compris les maisons, les écoles, l'accès à l'eau et aux installations de santé. De nombreuses vies humaines

⁵Le Nouvelliste : « Haïti : au moins 500 répliques enregistrées depuis le séisme du 14 août », 17 août 2021.

Le Nouvelliste | Haïti : au moins 500 répliques enregistrées depuis le séisme du 14 août).

⁶ CARDH : « Tremblement de terre du 14 août 2021 et conférence internationale pour la reconstruction de la Péninsule Sud : besoin de 2 milliards de dollars américains »

Tremblement de terre du 14 août 2021 et conférence internationale pour la reconstruction de la Péninsule Sud : besoin de 2 milliards de dollars américains – CARDH



dépendent de la quantité et de la rapidité de l'aide humanitaire que nous serons en mesure de fournir », a souligné Bruno Maes, représentant de l'UNICEF en Haïti.

3. Plus de six mois après, la rhétorique « promesses » : 600 millions de dollars américains promis sur un besoin de 2 milliards

14. Le 16 février 2022, la réunion des bailleurs de fonds pour la reconstruction de la Péninsule Sud s'est tenue en Haïti. Un besoin de 2 milliards de dollars américains a été identifié.
15. Amina Mohammed, secrétaire générale adjointe de l'Organisation des Nations unies (ONU), a souligné que sa présence s'expliquait par le besoin de reconstruire la péninsule Sud et a interpellé les bailleurs sur la nécessité de ne pas abandonner Haïti en proie à des difficultés résultant de la répétition des catastrophes.
16. Le Premier ministre Ariel Henry a souligné que la réunion était une étape très importante de la mobilisation impulsée par le gouvernement pour faire face aux conséquences économiques et sociales du désastre. Un partenariat tripartite a permis une évaluation des dommages, pertes et besoins post-désastres, connu sous le nom de PDNA (Post-Disaster Needs Assessment).
17. Tout en voulant ne pas répéter les erreurs du passé, le Premier ministre a estimé à près de 2 milliards de dollars américains le coût du relèvement des départements touchés. Ce montant, programmé sur quatre ans, sera réparti entre quatre secteurs :
 - i) production (197 millions) ;
 - ii) social (1. 515 millions) ;
 - iii) infrastructures (172 millions) ;
 - iv) domaines transversaux (94 millions).
18. Pour la première année, environ 454 millions seront nécessaires à la mise en application du plan, soit environ 25% du montant global. Pour lancer le processus, environ 347 millions sont prévus.
19. La société haïtienne doit être vigilante, vu l'expérience malencontreuse faite après la catastrophe du 12 janvier 2010 où plus de 11 milliards de dollars américains mobilisés « au nom du peuple haïtien » pour reconstruire le pays ont été, en réalité, utilisés à d'autres fins, sans donner aucune information sur la manière dont l'argent a été dépensé.
20. Les conditions socio-économiques de la population se sont davantage dégradées. C'est l'une des raisons expliquant les dégâts de ce séisme du 14 août, les infrastructures étatiques et locales n'étant pas renforcées, l'éducation pas faite, les normes de construction parasismiques pas respectées...



21. Rappelons que de 1998 à 2016, les catastrophes naturelles ont causé des dégâts équivalant à plus de 12,5 milliards de dollars américains. Le séisme du 12 janvier 2010 et l'ouragan Matthew d'octobre 2016 ont causé des pertes avoisinant les 153% du produit intérieur brut du pays, soit 11,3 milliards de dollars⁷.
22. L'aide humanitaire est importante mais elle doit respecter la dignité humaine afin de corriger les erreurs du passé, notamment celles d'après le 12 janvier 2010. Pendant des années, les victimes dans les camps étaient dans l'indignité la plus totale. Il y a eu aussi des exploitations sexuelles et autres.
23. Le gouvernement haïtien doit assurer une bonne coordination de l'aide internationale en vue de son efficacité. De concert avec le système humanitaire, il doit identifier les besoins et orienter les ONG qui veulent aider, ce qui permettra d'éviter qu'une kyrielle d'ONG intervienne dans un même secteur alors que d'autres ont des besoins urgents.

⁷ CARDH : « Le séisme du 14 août 2021 dans la lignée de Matthew et du séisme de 2010 », 13 septembre 2021.

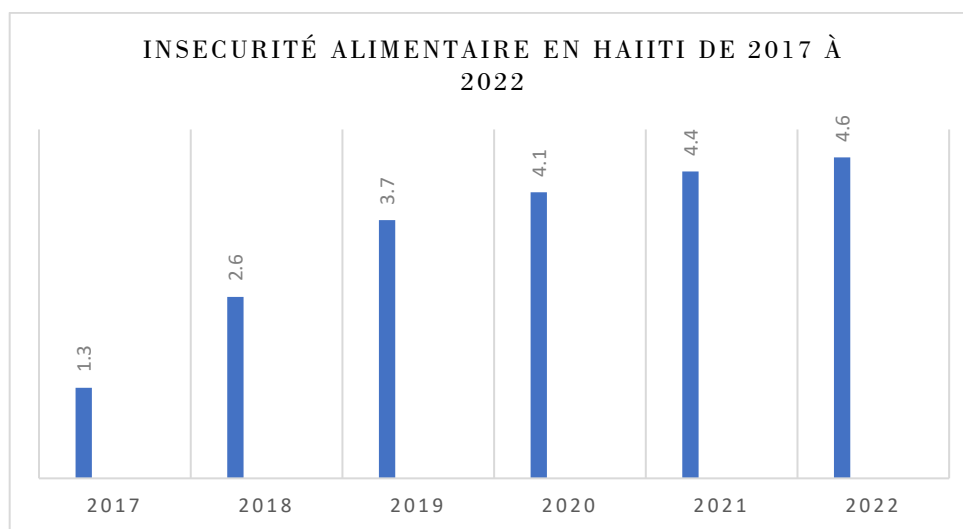
[Le Nouvelliste | Le séisme du 14 août 2021 dans la lignée de Matthew et du séisme de 2010](#)

IV. Insécurité alimentaire chronique en progression

24. En mars 2021, 4,4 millions d'Haïtiens étaient en insécurité alimentaire, dont 217 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë. Deux-millions-quatre-vingt-quinze mille dont 1,2 million d'enfants et 400 000 femmes enceintes et adolescentes avaient besoin de soins de santé d'urgence⁸.
25. La Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) a souligné qu'à partir de mars 2022, 4,6 millions seront en insécurité alimentaire⁹. Cette insécurité est en progression à un rythme préoccupant : 1.3 millions en 2017 ; 2.6 millions en décembre 2018 (près de 50 % en milieu rural) ; 3. 7 millions en novembre 2019 (une augmentation de 42.3%) ; 4,1 millions en mars 2020 (augmentation de 11%)¹⁰.

2017	2018	2019	2020	2021	2022
1.3 million	2.6 millions	3.7 million	4.1 millions	4.4 millions	4.6 millions

Tableau de l'insécurité alimentaire chronique de 2017 à 2022



⁸ UNICEF : « Séisme en Haïti : l'UNICEF a besoin de 122,2 millions de dollars pour apporter une aide humanitaire à 1,6 million de personnes », 7 septembre 2021.

[Séisme en Haïti : l'UNICEF a besoin de 122,2 millions de dollars pour apporter une aide humanitaire à 1,6 million de personnes](#)

⁹ CARDH : « Perspectives d'aggravation de l'insécurité alimentaire », 19 janvier 2022.

[Haïti-2019-Violations-de-droits-humains-Fev.-2020.pdf \(cardh.org\)](#)

[Le Nouvelliste | Perspectives d'aggravation de l'insécurité alimentaire](#)

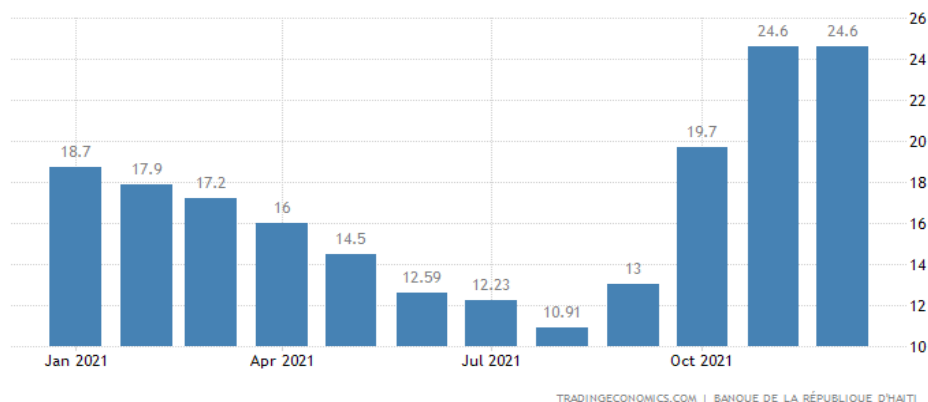
¹⁰ CARDH « L'Etat des droits humains en 2019 : L'année noire ! Note additive 2020 », p. 40.



V. Crise du carburant de 2021

26. Entre septembre et octobre 2021, la crise du carburant qu'a connu le pays, provoquant un dysfonctionnement social (hôpitaux, écoles, universités, travail, transports, communication, médias...), a été un moment de choc pour la population. Le gallon de la gazoline a atteint plus de 1.500 de gourdes sur le marché noir contrôlé par les gangs (Wharf Jérémie ; Zones d'Acierie d'Haïti ; Drouillard).
27. A partir du mois d'octobre, des services hospitaliers ont été dysfonctionnels. Ne pouvant plus tenir, des hôpitaux avaient annoncé leur fermeture : Convention Baptiste d'Haïti (Cap-Haïtien), la Providence (Gonaïves /Artibonite), St Luc et Saint Damien (Tabarre/Port-au-Prince), Association des hôpitaux privés d'Haïti...
28. Dans une note publiée le 21 octobre 2021, la Digicel a informé que plus de 15% de ses sites étaient dysfonctionnels (150 antennes en panne de diesel sur 1.500) et près de 40% seraient affectés d'ici le 25 octobre. Des émissions radio télédiffusées ont été interrompues, des bureaux ne fonctionnant pas pendant des jours, les chauffeurs de taxis gagnant leur vie au quotidien en désarroi...
29. Des incendies dans des maisons de stockage ont occasionné des décès : à Petit-Goâve le vendeur calciné et quatre maisons détruites le 21 septembre ; au Cap-Haïtien deux décès, dont un enfant et plusieurs maisons et 200 motocyclettes détruites, les 25 et 27 septembre ; à Debussy (Port-au-Prince) une maison détruite le 17 septembre ; à Limonade (Nord) sept maisons le 23 octobre... Ces cas évoqués sont des exemples parmi d'autres.

VI. Pic d'inflation



30. Dans la dernière édition de sa rubrique mensuelle intitulée : « Le Coin de l'IPC », présentée en novembre 2021, l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) a mentionné que l'inflation atteignait 24,6 contre 19,7 % en octobre.
31. L'Indice général des prix à la consommation (IPC, 100 en 2017-2018) se chiffre à 197,5 en novembre 2021 contre 188,7 en octobre, soit des variations mensuelles et annuelles de 4,7 % et de 24,6 %, contre respectivement 4,6 % et 19,7 % pour le mois précédent. Cette progression des prix observée s'explique, en partie, par la hausse des cours mondiaux avec des effets induits sur le prix des principaux produits de consommation des ménages : produits alimentaires et boissons non alcoolisées (5,9 % sur un mois et 29,5 % sur un an) ; articles d'habillement et chaussures (4 % sur un mois et 24,5 % sur un an) ; meubles, articles de ménage et entretien du foyer (4,3 % sur un mois et 25,5 % sur un an) ; santé (1,8 % sur un mois et 25,8 % sur un an).
32. Les produits qui ont surtout influencé le glissement annuel de l'IPC sont :
- i) les produits de consommation dont le riz (en moyenne 44,9 %), les viandes (en moyenne 28,8 %) , le lait en poudre (en moyenne 31,3 %) , l'huile comestible (58,9 %), le citron (36,6 %), les bananes (en moyenne 32,5 %), le pois (en moyenne 25,4 %) et le sucre (en moyenne 30,2 %) ;
 - ii) les articles d'habillement et chaussures dont la robe (33,1 %), la chemise (24,9 %), le pantalon pour homme (25,8 %), les souliers et tennis (34,1 %) et sandales (26,1 %) ;
 - iii) les meubles dont les articles de ménage et entretien courant du foyer, la salle à manger (48,8 %), lits (47,9 %) et matelas (41,1 %) ;



- iv) la santé dont les médicaments (33,5 %) et lunettes à verres correcteurs (24,1 %) ¹¹.

VII. Retrait de la subvention des produits pétroliers : conséquences

33. Le 7 décembre 2021, le gouvernement de Ariel Henry a enlevé la subvention aux produits pétroliers, ce qui a occasionné une augmentation significative des prix. La mesure est entrée en vigueur le 10 décembre 2021. Le prix du diesel et du kérosène a doublé, respectivement de 169 gourdes à 353 gourdes et de 163 gourdes à 352 gourdes. Celui de la gazoline a connu une augmentation substantielle de 201 à 250 gourdes.

Produits	Prix avant (gourdes)	Prix après (gourdes)	Pourcentage
Diesel	169	353	108.88%
Kérosène	163	352	115.95%
Gazoline	201	250	24.38%

4. Conséquences de la subvention

34. La subvention des produits pétroliers par l'État avait occasionné un manque à gagner, provoquant un énorme déficit budgétaire de manière constante. L'État devait à chaque fois recourir au financement budgétaire de la banque centrale et à un appui budgétaire des partenaires et bailleurs de fonds internationaux. Cette réalité expliquerait en partie la dépréciation de la gourde, provoquée par le financement du déficit budgétaire (création de la monnaie).
35. Sur les 254 milliards de gourdes de prévisions budgétaires pour l'exercice 2020-2021, seulement 96 milliards ont été collectés dont 30 milliards utilisés pour subventionner le carburant. Selon les prévisions de certains économistes, la subvention des produits pétroliers pourrait atteindre entre 60 et 90 milliards de gourdes pour l'exercice 2021-2022.
36. La décision du gouvernement de ne pas subventionner les produits pétroliers devrait être constructive si, en tenant compte des impacts sur les plus vulnérables, il pouvait la gérer efficacement. En subventionnant le diesel, par exemple, le gouvernement accorde de l'argent notamment aux grandes entreprises, à ceux qui possèdent des grosses cylindrés, aux Dominicains dans le transport...

¹¹ Nouvelliste : « Haïti : nouveau pic de l'inflation avec des variations mensuelle et annuelle de 4,7% et 24,6% en novembre 2021 », 28 décembre 2021.

[Le Nouvelliste | Haïti : nouveau pic de l'inflation avec des variations mensuelle et annuelle de 4,7% et 24,6% en novembre 2021](#)



37. Plus d'argent pourrait être investi dans les projets porteurs pour la population dont les plus vulnérables affectés par la mesure. En effet, le Premier ministre avait souligné que « La subvention de l'essence, considérée comme un manque à gagner pour le trésor public, doit être traitée avec responsabilité ».

5. Conséquences du retrait de la subvention sur la population

38. Le retrait de la subvention a provoqué une hausse considérable des prix des produits et services dans un contexte de grande précarité et d'augmentation de l'inflation. Il a affecté directement la population, d'autant plus qu'aucune mesure d'accompagnement n'a été implantée même celles prévues dans l'accord conclu avec les syndicalistes : accompagnement pour les familles défavorisées (amélioration des services de transport scolaire, restaurants communautaires, distribution de kits alimentaires...), subvention des produits pétroliers (diesel et gazoline) pour les véhicules de transports et de marchandises dans les dix départements) ; régularisation du transport des taxis-motos...
39. Pour Eddy Labossière, économiste, le retrait de la subvention devrait se faire progressivement et être précédé de trois actions :
- i) la rationalisation des choix budgétaires, en éliminant les mauvaises dépenses comme les secondes résidences, les voitures de luxe des fonctionnaires... ;
 - ii) la relance de la réforme fiscale, qui permettrait d'éliminer les évasions fiscales et la contrebande dans la zone frontalière et dans les douanes ;
 - iii) la mise en place d'un filon de protection sociale pour les personnes défavorisées¹².
40. La population va être davantage affectée car les importateurs ne trouvent pas à la Banque de la république d'Haïti (BRH) les dollars américains suffisants pour placer leur commande, le marché étant libéralisé par le gouvernement de Ariel Henry. Ensuite, le baril de pétrole, en nette augmentation à cause de l'intervention militaire de la Russie en Ukraine, dépasse 140 dollars américains pour la première fois depuis 2008¹³.

¹²Alter Presse « Des économistes et syndicalistes désapprouvent une éventuelle augmentation des prix du carburant en Haïti », 6 décembre 2021.

[AlterPresse | Économie : Des économistes et syndicalistes désapprouvent une éventuelle augmentation des prix du carburant en Haïti](#)

¹³ [Guerre en Ukraine : le prix du baril de pétrole dépasse les 130 \\$ pour la première fois depuis 2008 \(aa.com.tr\)](#)

VIII. Insuffisance de l'ajustement du salaire minimum

6. Cadre légal : loi du 10 septembre 2009

41. Le salaire minimum est régi par la « loi fixant le salaire minimum à payer dans les établissements industriels et commerciaux », adoptée le 10 septembre 2009 et publiée dans le journal officiel Le Moniteur le 6 octobre 2009.

7. Ajustement de juillet 2019

42. En juillet 2019, sur rapport du Conseil supérieur des salaires (CSS)¹⁴, le salaire minimum était passé de 420 gourdes pour les ouvriers travaillant dans les industries de réexportation et d'autres segments à 500 gourdes (journée de 8 heures).

7.1. Segment A : augmentation de 10% (550 gourdes contre 500 gourdes en 2018)

43. Le salaire minimum est passé de 500 gourdes à 550 gourdes dans la production privée d'électricité, les institutions financières (banques, maisons de transfert, sociétés d'assurance), les télécommunications, le commerce import-export, les supermarchés, les bijouteries, les galeries d'art, les magasins de meubles, l'immobilier, les appareils électroménagers, les cabinets de médecins, les polycliniques et les hôtels 4 hibiscus.

7.2. Segment B : augmentation de 10.0% (440 gourdes contre 400 gourdes en 2018)

44. Le salaire minimum est fixé à 440 dans les secteurs suivants : bâtiments et travaux publics (BTP), entreprises de location de camions et d'engins lourds, entreprises de location de matériaux de construction, entreprises de transport de matériaux de construction, quincailleries, autres institutions financières (coopératives, caisses populaires....) et hôtels 3 hibiscus industries manufacturières tournées vers le marché local.

7.3. Segment C : une augmentation de 28.3% (385 gourdes contre 300 gourdes en 2018)

45. Le salaire minimum fixé à 385 gourdes dans les restaurants, l'agriculture, la sylviculture, l'élevage, la pêche, l'industrie de transformation de produits agricoles, le commerce en détails (sauf les supermarchés), les bijouteries et les magasins de produits cosmétiques et de vêtements.

¹⁴ Le Conseil Supérieur des Salaires (CSS) est constitué de : trois (3) représentants du Ministère des Affaires sociales et du travail, trois (3) représentants du secteur patronal ; trois représentants du Secteur ouvrier (loi du 6 octobre 2022).



7.4. Segment E : augmentation de 16.3% (250 gourdes contre 215 gourdes en 2018)

46. Le salaire minimum fixé à 250 gourdes pour le personnel de service à domicile (gens de maison).

7.5. Segment F : augmentation de 19% (500 gourdes contre 420 gourdes en 2018)

47. Le salaire minimum est de 500 gourdes pour le personnel de l'industrie d'assemblage et manufacturière tournée vers l'exportation.

7.6. Segment G : augmentation de 10 % (440 gourdes contre 400 gourdes en 2018)

48. Le salaire minimum est de 440 gourdes dans les agences de sécurité privée et les entreprises de distribution de produits pétroliers.

7.7. Segment H : augmentation de + 10% (440 gourdes contre 400 gourdes en 2018)

49. Le salaire minimum de 440 gourdes pour le personnel des écoles professionnelles et des institutions de santé privées employant plus de 10 personnes.

8. Ajustement du 20 février 2022

50. Suite au mouvement des travailleurs du secteur textile particulièrement à Port-au-Prince¹⁵, le 20 février 2022, en conseil des ministres, il a été décidé d'ajouter 185 gourdes au salaire minimum, portant à 685 gourdes à celui des ouvriers des industries tournées vers la réexportation.

8.1. Segment A : augmentation de 18, 46% (770 gourdes contre 500 gourdes en 2019)

51. Le salaire minimum est passé de 500 gourdes à 770 dans la production privée d'électricité, les institutions financières (banques, maisons de transfert et sociétés d'assurance), les télécommunications, le commerce import-export, les supermarchés, les bijouteries, les galeries d'art, les magasins de meubles, l'immobilier, les appareils électroménagers, les cabinets de médecins, les polycliniques et les hôtels 4 hibiscus.

¹⁵ Les 17 et 21 janvier 2022, des ouvriers du Parc Industriel de Caracol, dans le département du Nord-Est ont organisé un mouvement de protestation réclamant une augmentation du salaire minimum. Ce mouvement a été suivi par des ouvriers dans le département de l'Ouest en février (9 et 10 ; 16 et 17) forçant le gouvernement à ajuster le salaire minimum.



8.2. Segment B : une augmentation de 11,8 % (615 gourdes contre 440 gourdes en 2019)

52. Le salaire minimum est passé à 440 à 615 dans les secteurs suivants : bâtiments et travaux publics (BTP) ; entreprises de location de camions et d'engins lourds ; entreprises de location de matériaux de construction ; entreprises de transport de matériaux de construction ; quincailleries ; autres institutions financières (coopératives, caisses populaires....) ; hôtels 3 hibiscus ; industries manufacturières tournées vers le marché local.

8.3. Segment C : une augmentation de 8% (540 gourdes contre 385 gourdes en 2019)

53. Le salaire minimum est passé à 540 gourdes dans les restaurants, l'agriculture, la sylviculture, l'élevage et la pêche, l'industrie de transformation de produits agricoles et le commerce de détails (sauf supermarchés, bijouteries, magasins de produits cosmétiques et de vêtements).

8.4. Segment E : une augmentation de 7,69% (350 gourdes contre 250 gourdes en 2019)

54. Le salaire minimum est passé à 350 gourdes pour le personnel de service à domicile (gens de maison).

8.5. Segment F : une augmentation de 9.6% (685 gourdes contre 500 gourdes en 2019)

55. Le salaire minimum est passé à 685 gourdes pour les industries d'assemblage et manufacturières tournées vers l'exportation.

8.6. Segment G : augmentation de 11,8% (615 gourdes contre 440 gourdes en 2019)

56. Le salaire minimum est passé à 615 gourdes pour les agences de sécurité privée et entreprises de distribution de produits pétroliers.

8.7. Segment H : augmentation 11,8% (615 gourdes contre 440 gourdes en 2019)

57. Le salaire minimum est passé à 615 gourdes pour les écoles professionnelles et institutions de santé privées employant plus de 10 personnes.

IX. Impacts du kidnapping

58. Le kidnapping est actuellement un des fléaux appauvrissant la population dont les socio-professionnels (avocats, médecins, agronomes, ingénieurs...). Les victimes subissent de graves impacts psychologiques, des tortures physiques et morales. Les bandits kidnappent quasiment partout, et les victimes enlevées de leur maison, de leurs entreprises.... sont forcées de verser deux à trois rançons. La plupart des victimes, professionnels, laissent le pays.
59. Les premières observations de la Cellule d'observation de la criminalité (COC) du Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme (CARDH) pour le premier trimestre de 2022 laissent envisager une accélération des enlèvements. Le premier bulletin trimestriel paraîtra à la fin du mois de mars avec les données, analyses, particularités...

X. Négation du droit à l'éducation à Martissant, au Centre-Ville et à Cite Soleil

60. Les hostilités des gangs dans la région métropolitaine ont provoqué environ 10.000 déplacés, dont 2.000 à Martissant, et un besoin d'assistance humanitaire pour 60.000 personnes¹⁶. Du 1^{er} au 6 juin 2021, les hostilités des gangs de Grand-Ravin, de Ti Bwa et de Village-de-Dieu ont fait plus d'une soixantaine de décès, dont une cinquantaine le 3 juin¹⁷. Martissant et ses environs, bas de Delmas, Centre-ville et Cité Soleil sont toujours sous le contrôle des groupes armés.
61. Les bandits s'opposent au déplacement des écoles (école nationale République du Pérou par exemple) et veulent enrôler les enfants dans la criminalité. Une vidéo virale a montré un bandit forçant un enfant de cinq (5) ans à prendre une arme (tiens l'arme !). L'enfant a crié en ces termes : « Non ! Manman mwen pa vle mwen antre nan chimè (gang), lap bat mwen... » (Non ! Ma maman ne veut pas que je devienne un bandit, elle va me tabasser...)¹⁸.

¹⁶ CARDH : « Droit à l'éducation : Martissant, bas de Delmas et Cité Soleil jetés aux oubliettes » sept 2021

¹⁷ Au moins sept (7) sur la route principale (de l'église Sainte-Bernadette à Fontamara 48) ; 15 à Martissant 2A ; dix (10) à Martissant 2B ; cinq (5) à l'impasse Tempête ; 15 de Martissant 1 à 23, en passant par le pont de la Ravine Bréyard. Médecins Sans Frontières (situé à Martissant 25) a dû fermer ses portes (CARDH, op. cit.).

¹⁸ Ibid.

62. Presqu'un an après, les écoles sont quasiment fermées dans ces zones particulièrement à Martissant. Des établissements scolaires leur servent de bases :
- i) école nationale Emérante Papailier à Martissant 23 (base du gang de Gran Ravin) ;
 - ii) école nationale Tertullien Guilbaud, Centre-ville (base de krache dife)¹⁹.
63. Le Centre sportif de Carrefour, logeant plus de 1.500 déplacés de Martissant, compte 300 enfants en âge de scolarisation qui ne sont pas à l'école.
64. De 4^{ème} avenue Bolosse à Fontamara 27, il y a environ 90 écoles privées et neuf (9) écoles publiques. Du bas de Delmas à la rue des Miracles, en passant par La Saline, il y a au moins 27 écoles publiques. La commune de Cité Soleil en compte plusieurs²⁰.
65. Cependant, il faut mentionner les efforts du ministère de l'Éducation nationale pour pallier cette situation. En effet, les lycées de La Saline et de Cité Soleil sont ouverts. Pour combien de temps ? Martissant reste encore un foyer de la guerre !

XI. Refoulement massif des Haïtiens de l'étranger

66. Les conditions humaines dans lesquelles vit la grande majorité de la population ont porté de nombreux Haïtiens à fuir le pays, devenu un enfer, au péril de leur vie. Certains ont expliqué avoir traversé jusqu'à dix (10) pays pour atteindre la frontière mexico-américaine. Ils ont affronté au péril de leur vie Darien, forêt tropicale entre la Colombie et le Panama, escaladé des montagnes pendant de longues heures, affronté des agresseurs sexuels, des voleurs armés, des animaux sauvages²¹... Certains sont morts : faim, attaques d'animaux, maladies... (au moins cinq parmi 15 migrants retrouvés à Darién²²).



Des Haïtiens dans la forêt de Darién en ©Le Nouvelliste



Des Haïtiens traqués par des gardes-frontières à cheval du Texas

¹⁹ Ibid.

²⁰ Ibid.

²¹ Le Nouvelliste : « *Parcours d'une famille haïtienne pour vivre son rêve américain* », 8 octobre 2021

²² Associate Press cité par le facteur (<https://lefacteurhaiti.com/2021/10/05/migration-des-migrants-haitiens-retrouves-morts-dans-la-foret-el-darien-enterres-en-debut-de-semaine/>)



67. Des images choquantes d'Haïtiens traqués par des gardes-frontières à cheval du Texas (pont de Rio Grande), situation apparentée à une « chasse à l'homme », ont fait le tour du Monde²³. Des milliers de réfugiés s'y trouvaient, dont 15.000 Haïtiens²⁴. Pour la seule journée du 19 septembre, 272 Haïtiens ont été rapatriés. Certains ont expliqué avoir été traités dans l'indignité la plus totale à la frontière et à la prison au Texas²⁵.
68. Les Haïtiens fuyant l'enfer de leur pays sont traqués partout dans le Monde. Selon l'Organisation internationale de la migration (OIM), 10.831 Haïtiens ont été rapatriés du 19 septembre au 19 octobre, dont 7.915 provenant des États-Unis d'Amérique, soit 73%²⁶.
69. L'administration de Joe Biden, entrée en fonction le 20 janvier 2021, a intensifié le processus de déportation²⁷ en expulsant, selon Quixote Center, plus de 20.200 migrants haïtiens, quasiment le nombre d'expulsion des 20 dernières années (21.900)²⁸.
70. La déportation et l'expulsion des Haïtiens dans des conditions inhumaines et dégradantes (chasse à l'homme) se font aussi à longueur de journée en République dominicaine. De mai à septembre 2021, 170.936 ont été rapatriés et 262.678 revenus volontairement, soit 433.614, pour le mois de septembre dont 27.792 expulsés²⁹.
71. Au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes³⁰ », chaque pays est libre de définir sa politique migratoire et de sécurité intérieure. Toutefois, cette politique doit respecter la dignité humaine, les principes qui sous-tendent les droits humains (égalité, non-discrimination...) et la morale internationale.

²³ CARDH : « Déportation massive des Haïtiens par l'administration Joe Biden, La politique migratoire doit respecter la dignité humaine », 21 septembre 2021.

²⁴ Journal Libération.

https://www.liberation.fr/international/amerique/a-la-frontiere-americano-mexicaine-15-000-haitiens-refugies-sous-un-pont-20210919_5JK2SVGD35AVXBSGQTFTGNINRQ/

²⁵ Des jours dans une petite chambre à même le sol, sans couvre-lit, sans pouvoir se changer, se baigner, se brosser les dents...

²⁶ Cuba 11%, Bahamas 10% et le Mexique 2%, 4% des Iles Turk-and-Caïcos

UN MIGRATION: « SITUATIONAL REPORT RETURNS OF MIGRANTS AND RECEPTION ASSISTANCE IN HAITI, 19 September to 19 October 2021 », No 1.

²⁷Du 1^{er} au 15 février 2021, l'Agence de police douanière et de contrôle des frontières du département de la sécurité intérieure des États-Unis (DHS) a organisé 71 déportations, par avion, à destination de 10 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, dont 12 vers Haïti.

Journal Le Nouvelliste.

<https://lenouvelliste.com/article/226425/etats-unis-12-vols-de-deportation-vers-haiti-entre-le-1er-et-le-15-fevrier-2021>

²⁸ Le Nouvelliste : « Biden a expulsé autant d'Haïtiens en un an que ses trois prédécesseurs en 20 ans », 22 février 2022.

[Le Nouvelliste | Biden a expulsé autant d'Haïtiens en un an que ses trois prédécesseurs en 20 ans](#)

²⁹ Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés : « Rapport des rapatriés et retours spontanés », sept. 2021.

³⁰ Charte des Nations Unies, Article 1^{er} (al. 1).

XII. Conclusion

72. Les conditions socio-économiques de la population haïtienne vont se dégrader davantage. Au plan interne, la nouvelle crise politique engendrée par l'assassinat du président Jovenel Moïse le 7 juillet 2021 provoquant un vide au plus haut niveau de l'État n'est toujours pas résolue, malgré plusieurs initiatives locales pour inciter les protagonistes à trouver une solution consensuelle³¹, la nomination par le gouvernement américain d'un envoyé spécial pour Haïti (Daniel Foote) et l'envoi de trois missions³² en Haïti après la démission dudit envoyé.

³¹ N ap #MachePouLavi (Marchons pour la vie) est un label réunissant des organisations de la société civile haïtienne, de droits humains, des personnalités, des avocats, la Fédération des barreaux d'Haïti (FBH)... afin de dénoncer les velléités dictatoriales du président Jovenel Moïse, ainsi que les violations de droits humains commises par son administration, et de plaider pour le respect des principes de l'État de droit et de la gouvernance démocratique. Le 10 décembre 2020, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme, N ap #MachePouLavi (Marchons pour la vie) a réalisé sa première activité : Marche pour exiger le respect du droit à la vie. Cette marche visait particulièrement à dénoncer les massacres et la montée vertigineuse du kidnapping (très souvent suivi de tortures, de viols...). Depuis lors, N ap #MachePouLavi (Marchons pour la vie) devient une institution avant-gardiste de la cause de la démocratie et de l'État de droit en Haïti qui se renforce progressivement. En ce sens, il est sollicité par d'autres acteurs de vie socio-politique. Depuis mars 2021, il s'est engagé dans un processus d'échanges avec les partis politiques afin qu'ils parviennent à un accord politique sur la crise. Ainsi, un premier accord a été conclu : « Accord du 5 juin ». L'assassinat du président de fait Jovenel Moïse dans la nuit du 6 au 7 juillet 2021 a engendré : « Une crise dans la crise ». Ainsi, N ap #MachePouLavi (marchons pour la vie) poursuit sa démarche afin que le tiers restant du Sénat, le Premier ministre Ariel Henry, les signataires du Protocole d'entente nationale (PEN), ceux de l'accord de Montana et les autres acteurs puissent se mettre ensemble et parvenir à un accord consensuel pour le bien-être du pays. Malheureusement les protagonistes n'y arrivent toujours pas.

Pour plus de détails sur les travaux de N ap #MachePouLavi, consultez sa page :

[N ap #MachePouLavi \(Marchons pour la vie\) – CARDH](#)

³² En vue de faciliter la recherche d'une solution à la nouvelle crise engendrée par l'assassinat du président Jovenel Moïse, le 7 juillet 2021, le président Joe Biden a nommé, le 22 juillet, l'ambassadeur Daniel Foote comme envoyé spécial des États-Unis pour Haïti. Après sa démission le 22 septembre, une délégation américaine de haut niveau, formée de Brian Nichols, secrétaire adjoint aux affaires de l'hémisphère occidental, et de Juan Gonzalez, directeur principal du Conseil de Sécurité nationale, s'est rendue en Haïti pour écouter les acteurs dans leur démarche autour de la crise et y participer. Faisant suite à la mission de Nichols, une délégation conduite par la sous-secrétaire d'État à la sécurité civile, à la démocratie et aux droits humains, Uzra Zeya, a séjourné en Haïti du 11 au 13 octobre 2021. La secrétaire d'État adjointe des États-Unis d'Amérique aux opérations de conflit et de stabilisation, Anne Witkovsky, a conduit une nouvelle mission en Haïti du 7 au 9 mars 2022.



73. Une importante partie de la société civile et des partis politiques de l'opposition se battent pour remplacer le président assassiné, alors que le Premier ministre Ariel Henry, reconnu par la coopération internationale et soutenu par une autre fraction de la société civile et des partis politiques (accord 11 septembre), détient la réalité et l'effectivité du pouvoir (premier ministre-président)³³ dans un contexte où le Parlement est dysfonctionnel et le Pouvoir judiciaire au bord de l'effondrement³⁴. Il n'y a pas un gouvernement qui se sent responsable et une société civile qui joue le rôle de Virgile.
74. L'ajustement salarial récemment fait est largement insuffisant pour aider les couches vulnérables à surmonter cette criante réalité. Entre juillet 2019 et février 2022, le salaire minimum pour les ouvriers travaillant dans les industries de réexportation est augmenté de 18 %, passant de 500 gourdes 685 gourdes. Or, les coûts des biens et services ont plus que doublé durant cette période.
75. A l'occasion de la journée internationale des droits de la femme, ce 8 mars, les conditions dégradantes et inhumaines des femmes et filles des couches vulnérables devraient interpeller le gouvernement, premier détenteur d'obligations en matière de droits humains, la société civile et la coopération internationale au-delà de la rhétorique annuelle (célébrations, discours, notes...)
76. De plus, un deuxième choc économique lié à la crise du carburant va fort probablement se produire car non seulement les importateurs ne trouvent pas à la BRH de dollars suffisants pour placer leur commande, mais encore l'intervention militaire de la Russie en Ukraine provoque déjà une montée du prix du baril de pétrole (140 USD).
77. Par ailleurs, les gangs continuent d'étendre leur hégémonie en kidnappant des socio-professionnels, des simples citoyens, des petits commerçants, des étudiants...qui doivent verser jusqu'à trois rançons pour leur libération. La route nationale numéro 3 reliant les départements des Nippes, du Sud, de la Grand 'Anse et une grande partie de l'Ouest avec le reste du pays est toujours bloquée par les gangs de Grand Ravin, de Village-de-Dieu et de Ti Bwa.

³³ Voici quelques attributions du président de la République exercées par le premier ministre Ariel Henry :

- révocations du ministre de la Justice, Rockefeller Vincent, le 13 septembre 2021 ;
- révocation du Commissaire du gouvernement Bed-Ford Claude, le 14 septembre 2021 ;
- révocation du secrétaire général du conseil des ministres, Renald Liberice ;
- révocation du secrétaire général de la présidence, remplacé par Josué Pierre-Louis le 25 novembre 2021 ;
- renvoi du Conseil électoral provisoire le 27 septembre 2021 ;
- nomination des désignés et élus du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire formant la quatrième judicature, installés le 1er octobre 2021 ;
- renouvellement du mandat de huit (8) juges des tribunaux de première instance ;
- une liste de 85 magistrats a été transmise par le CSPJ à l'Exécutif pour promotion, renouvellement de mandat et intégration ;
- renouvellement du mandat des juges à la Cour de cassation en perspectives pour le début du mois de mars.

³⁴ CARDH : « Le dysfonctionnement institutionnel dans la crise post 86 : perspectives », 21 février 2022. [Le dysfonctionnement institutionnel dans la crise post 86 : perspectives – CARDH](#)



78. Le gouvernement d'exception d'Ariel Henry n'a pas les leviers pour agir efficacement sur cette réalité socio-économique et politique complexe dont les causes sont surtout structurelles. La coopération internationale est toujours dans sa rhétorique de promesses, de conférences...depuis des décennies en Haïti.

79. Les efforts et le dynamisme de la Police ces derniers mois sont évidents mais malheureusement elle n'a pas les moyens humains, matériels, technologiques et autres pour remplir valablement sa mission (« protéger et servir ») par rapport aux gangs en pleine extension, financés et soutenus par des autorités, des politiques, la criminalité transnationale... De surcroît, le niveau de criminalité actuel requiert une intervention militaire. Haïti est au bord d'une catastrophe humaine sans précédent, si rien n'est fait.

Références bibliographiques

I. Instrument juridique

1. Charte des Nations Unies.

II. Rapport d'institutions internationales

2. Banque mondiale

: « Haïti est un pays extrêmement vulnérable aux catastrophes naturelles, auxquelles sont exposés plus de 90 % de sa population. En 2016, le sud de l'île a été ravagé par l'ouragan Matthew, la catastrophe la plus dévastatrice depuis le séisme de 2010. », 8 novembre 2021.

[Haïti Présentation \(banquemondiale.org\)](https://www.banquemondiale.org/fr/fr/haïti)

3. UNICEF

« Séisme en Haïti : l'UNICEF a besoin de 122,2 millions de dollars pour apporter une aide humanitaire à 1,6 million de personnes », 7 septembre 2021.

[Séisme en Haïti : l'UNICEF a besoin de 122,2 millions de dollars pour apporter une aide humanitaire à 1.6 million de personnes](https://www.unicef.org/fr/haïti/séisme-en-haïti-l-unicef-a-besoin-de-122-2-millions-de-dollars-pour-apporter-une-aide-humanitaire-à-1-6-million-de-personnes)

4. UN MIGRATION

« SITUATIONAL REPORT RETURNS OF MIGRANTS AND RECEPTION ASSISTANCE IN HAITI, 19 September to 19 October 2021 ».

[Situational Report: Returns of Migrants and Reception Assistance in Haiti, 19 September to 19 October 2021, No. 1 - Haiti | ReliefWeb](https://reliefweb.int/fr/fr/publication/situational-report-returns-of-migrants-and-reception-assistance-in-haiti-19-september-to-19-october-2021-no-1-haiti)

III. Rapports d'institutions nationales

5. CARDH :

• « Tremblement de terre du 14 août 2021 et conférence internationale pour la reconstruction de la Péninsule Sud : besoin de 2 milliards de dollars américains »

[Tremblement de terre du 14 août 2021 et conférence internationale pour la reconstruction de la Péninsule Sud : besoin de 2 milliards de dollars américains – CARDH--](https://www.cardh.org/wp-content/uploads/2021/09/CARDH_Tremblement-de-terre-du-14-août-2021-et-conférence-internationale-pour-la-reconstruction-de-la-Péninsule-Sud-besoin-de-2-milliards-de-dollars-américains-CARDH.pdf)

• « Perspectives d'aggravation de l'insécurité alimentaire », 19 janvier 2022.

[Haiti-2019-Violations-de-droits-humains-Fev.-2020.pdf \(cardh.org\)](https://www.cardh.org/wp-content/uploads/2020/02/Haiti-2019-Violations-de-droits-humains-Fev.-2020.pdf)

• « Déportation massive des Haïtiens par l'administration Joe Biden, La politique migratoire doit respecter la dignité humaine », 21 septembre 2021.

https://www.cardh.org/wp-content/uploads/2021/09/CARDH_Déportation-des-Haïtiens-par-les-USA-demande-de-moratoire_21-sept.-2021-1.pdf



- « L'Etat des droits humains en 2019 : L'année noire ! Note additive 2020 », 19 janvier 2021.
[État des droits humains en 2020 – CARDH](#)

- « Droit à l'éducation : Martissant, bas de Delmas et Cité Soleil jetés aux oubliettes », sept 2021.
[Droit à l'éducation : Martissant, bas de Delmas et Cité Soleil jetés aux oubliettes ! – CARDH](#)

IV. Article de la presse nationale

6. Le Nouvelliste :

- « Haïti : au moins 500 répliques enregistrées depuis le séisme du 14 août », 17 août 2021.
[Le Nouvelliste | Haïti : au moins 500 répliques enregistrées depuis le séisme du 14 août](#)

- « Perspectives d'aggravation de l'insécurité alimentaire », 19 janvier 2022.
[Le Nouvelliste | Perspectives d'aggravation de l'insécurité alimentaire](#)

- « Le séisme du 14 août 2021 dans la lignée de Matthew et du séisme de 2010 », 13 septembre 2021.
[Le Nouvelliste | Le séisme du 14 août 2021 dans la lignée de Matthew et du séisme de 2010](#)

- « Haïti : nouveau pic de l'inflation avec des variations mensuelle et annuelle de 4,7% et 24,6% en novembre 2021 », 28 décembre 2021.
[Le Nouvelliste | Haïti : nouveau pic de l'inflation avec des variations mensuelle et annuelle de 4,7% et 24,6% en novembre 2021](#)

- « Parcours d'une famille haïtienne pour vivre son rêve américain », 8 octobre 2021.
[Le Nouvelliste | Parcours d'une famille haïtienne pour vivre son rêve américain](#)

- « États-Unis : 12 vols de déportation vers Haïti entre le 1er et le 15 février 2021 », 18 février 2021.
<https://lenouvelliste.com/article/226425/etats-unis-12-vols-de-deportation-vers-haiti-entre-le-1er-et-le-15-fevrier-2021>

- « Biden a expulsé autant d'Haïtiens en un an que ses trois prédécesseurs en 20 ans », 22 février 2022.
[Le Nouvelliste | Biden a expulsé autant d'Haïtiens en un an que ses trois prédécesseurs en 20 ans](#)

7. Alter Presse :

- « Des économistes et syndicalistes désapprouvent une éventuelle augmentation des prix du carburant en Haïti », 6 décembre 2021.
[AlterPresse | Économie : Des économistes et syndicalistes désapprouvent une éventuelle augmentation des prix du carburant en Haïti](#)



V. Articles de la presse internationale

8. AA :

- « Guerre en Ukraine : le prix du baril de pétrole dépasse les 130 \$ pour la première fois depuis 2008 », 7 mars 2021.

[Guerre en Ukraine : le prix du baril de pétrole dépasse les 130 \\$ pour la première fois depuis 2008 \(aa.com.tr\)](http://aa.com.tr)

9. Associate Press cité par le facteur

- « Migration : Des migrants haïtiens retrouvés morts dans la forêt « El Darién », enterrés en début de semaine », 5 octobre 2021.

[\(https://lefacteurhaiti.com/2021/10/05/migration-des-migrants-haitiens-retrouves-morts-dans-la-foret-el-darien-enterres-en-debut-de-semaine/\)](https://lefacteurhaiti.com/2021/10/05/migration-des-migrants-haitiens-retrouves-morts-dans-la-foret-el-darien-enterres-en-debut-de-semaine/)

10. Journal Libération :

- « A la frontière américano-mexicaine, 15 000 Haïtiens réfugiés sous un pont », 19 septembre 2021.

https://www.liberation.fr/international/amerique/a-la-frontiere-americano-mexicaine-15-000-haitiens-refugies-sous-un-pont-20210919_5JK2SVGD35AVXBSGQTFTGNINRQ/